

la nature sociale d'un pays. Logan lui-même rappela, fort à propos, que la collectivisation de l'agriculture par la bureaucratie comporta bien plus de victimes que tous les crimes commis depuis lors. Son résultat objectif fut pourtant en définitive le développement des forces productives. Nous pensons qu'à ce sujet rien n'a changé, ni aux méthodes, ni aux résultats objectifs de la politique de la bureaucratie (1).

(1) Lucien, etc. se lancent à plusieurs reprises dans des explications confuses au sujet de la plus-value. Il est évident que pendant toute la période intermédiaire entre le capitalisme et le socialisme, le taux de la plus-value sera extrêmement élevé.

2). — DÉFENSE DE L'U.R.S.S. CONTRE L'IMPÉRIALISME

Afin de « déblayer le terrain » au sujet de cette question, controverse centrale dans l'Internationale, précisons d'abord ce que la « défense inconditionnelle de l'U.R.S.S. » ne signifie pas pour un bolchevik-léniniste :

1. Elle ne signifie pas taire, dissimuler, excuser ou éviter de condamner n'importe quel crime du stalinisme, quel qu'il fût et où qu'il fût perpétré ;

2. Elle ne signifie ni taire ni dissimuler une quelconque divergence politique face au stalinisme, ni abandonner la politique de démasquer constamment les dirigeants staliniens comme des ennemis avérés du prolétariat révolutionnaire. La question tactique de la façon de mener la lutte contre le stalinisme peut différer d'un pays à l'autre (de la France aux Etats-Unis, par exemple) ; le fond de cette lutte, son contenu, restent partout les mêmes ;

3. Elle ne signifie pas soutenir un quelconque mouvement de troupes soviétiques, une quelconque manœuvre diplomatique du Kremlin, dans la mesure où ceux-ci s'opposent aux intérêts du prolétariat ;

4. Elle ne signifie pas l'abandon où que ce soit d'un quelconque principe de la lutte de classes ; partout où l'armée russe interviendrait pour soutenir l'Etat ou la propriété bourgeoise, la IV^e Internationale aiderait le prolétariat à s'opposer par tous les moyens, y compris par les armes, à cette intervention contre-révolutionnaire ;

5. Elle ne signifie pas l'abandon, dans la moindre mesure, du défaitisme révolutionnaire dans les pays capitalistes alliés à l'U.R.S.S. ;

6. Elle ne signifie pas une acceptation automatique d'une mesure politique quelconque, économique ou militaire, prise par la bureaucratie au cours d'une guerre contre l'impérialisme. Elle implique, au contraire, une analyse critique de chacune de ces mesures et, en rapport avec cette analyse, une lutte constante contre tous les actes contraires aux intérêts du prolétariat, lutte pouvant prendre toutes les formes, y compris, à des moments déterminés, celle de l'insurrection armée, quand le renversement du stalinisme devient une nécessité immédiate pour la poursuite de la guerre.

afin de permettre un développement rapide des forces productives. Même dans une société communiste, il existera un « surproduit » très grand non-distribué aux producteurs : fonds de réserve de la société, soutien des malades, des vieillards, etc. Ce qui caractérise une société de classe, ce n'est pas l'existence d'un surproduit non distribué parmi les producteurs, ni même la façon inégale de partage de ce surproduit. La structure de classe d'une société détermine des rapports de propriété impliquant l'appropriation, et le mode déterminé de cette appropriation, du surproduit par la classe possédante. C'est précisément parce qu'en U.R.S.S. cette appropriation ne découle pas des rapports de production, que nous disons que la bureaucratie pile la production et sape ainsi les bases de la propriété collective et de la planification. Cette appropriation peut être annihilée sans transformer les rapports de production.

Ayant ainsi opéré par élimination, la définition de la formule « défense inconditionnelle de l'U.R.S.S. » dans les conditions actuelles, devient facile. Elle signifie : au cas où une guerre éclaterait entre l'U.R.S.S. et un ou des pays impérialistes, les bolcheviks-léninistes lutteront de toutes leurs forces pour la victoire de l'U.R.S.S., une défaite signifiant la réintroduction du capitalisme en Russie et impliquant un recul formidable des forces productives (1). Sachant que cette victoire n'est possible qu'en fonction de la lutte victorieuse du prolétariat, ils subordonneront leur lutte militaire contre l'impérialisme aux intérêts politiques de la révolution socialiste mondiale, comme ils subordonnent leur lutte politique contre la bureaucratie aux besoins de la défense militaire de l'U.R.S.S. (passage à la lutte insurrectionnelle quand cela devient une nécessité militaire).

Dès maintenant, nous sommes entrés dans la phase de la préparation morale de la guerre impérialiste contre l'U.R.S.S. S'intégrant dans notre stratégie révolutionnaire générale, la tâche de la défense de l'U.R.S.S. exige de nous de mettre à nu tous les préparatifs impérialistes à constituer un bloc antisoviétique, à forger les armes de la guerre, à s'emparer, sous divers prétextes, de bases stratégiques, à se couvrir hypocritement

(1) Il est erroné d'opposer le caractère progressif des rapports de production russes au caractère soi-disant « réactionnaire » de l'Etat qui jusqu'ici a dépendu — d'une manière hésitante, contradictoire et insuffisante, il est vrai — ces rapports de production contre les ennemis intérieurs et extérieurs. Comme l'a dit Trotsky : « La prédominance des tendances socialistes par rapport aux tendances petites-bourgeoises est garantie, non pas par l'automatisme de l'économie — nous en sommes encore loin — mais par les mesures politiques prises par la dictature. Le caractère de l'économie prise comme un tout dépend de cette façon de caractère de l'Etat ». On voit combien malheureuse est l'utilisation que Logan et Lucien ont fait de cette dernière phrase tirée hors de son contexte. Pour eux, cela signifierait qu'un Etat « barbare » pourrait rendre réactionnaire une base économique progressive. Pour Trotsky, au contraire, cela signifiait que l'Etat russe, malgré sa dégénérescence monstrueuse, continuait à garantir le caractère progressif de l'économie, et restait donc fondamentalement progressif, ouvrier, lui aussi.

tement de slogans mensongers dans la bouche d'esclavagistes, tels que « défense de la démocratie », « défense des petites nations », etc.

3). — LA LUTTE CONTRE LA BUREAUCRATIE

Mais cette propagande ne peut être menée efficacement qu'à condition de condamner sans réserve les interventions barbares de Staline dans le glaci ; de démontrer, par des exemples concrets, que la politique stalinienne est aussi inefficace pour l'U. R. S. S. qu'elle est néfaste au prolétariat ; d'essayer par tous les moyens de dissocier la cause du communisme et de l'U. R. S. S. de celle du stalinisme, gangrène du mouvement ouvrier et de la Russie soviétique.

Dans les pays du glaci, la cause même de la « défense de l'U.R.S.S. » exige la libération du mouvement ouvrier du poids mort stalinien ; sans une poursuite conséquente de la lutte de classes dans ces régions, la réintégration intégrale de ces pays dans le bloc impérialiste n'est qu'une question de temps. Le mot d'ordre de « départ immédiat des troupes d'occupation », lié à celui de la poursuite et de l'élargissement de la lutte révolutionnaire contre la bourgeoisie chancelante, s'impose à la fois pour opérer cette libération du mouvement ouvrier de l'emprise stalinienne, et pour mettre un terme à la démoralisation progressive du prolétariat, suite à la politique réactionnaire, pillarde, policière et contre-révolutionnaire des forces d'occupation staliniennes. Cette politique réactionnaire rejettera fatalement les masses petites bourgeoises et même de nombreuses couches ouvrières dans les bras des partis agences de l'impérialisme, si le prolétariat révolutionnaire lui-même ne s'y oppose pas fermement.

Mais, en même temps, la IV^e Internationale doit prendre garde à ne pas confondre la lutte révolutionnaire pour le départ des troupes russes d'occupation avec une aide quelconque à la réaction bourgeoise antisoviétique qui vise la destruction des réformes introduites depuis la fin de la guerre. Nous nous opposons au pillage, à la déportation et au transport d'outillage ; mais nous essayerons d'élargir et d'approfondir les nationalisations, en exigeant la suppression des indemnités, l'expropriation des banques, la généralisation du contrôle et de la gestion ouvrière. Nous refusons de soutenir des cliques petites bourgeoises ou bourgeoises « sympathisantes » à l'U.R.S.S., nous combattons le terrorisme stalinien face au mouvement ouvrier ; mais en même temps nous serons à l'avant-plan de la lutte contre les Mickolajczik, les royalistes yougoslaves, les Bratianu, etc., et nous essayerons de montrer en pratique au prolétariat que la lutte révolutionnaire de masse contre la réaction remporte des succès beaucoup plus conséquents à infiniment moins de frais, que l'intervention stalinienne policière.

4). — OU VA L'U. R. S. S. ?

Le pronostic marxiste concerne la logique interne du développement ; il s'occupe de tendances, d'orientation, du sens de l'évolution. Comme tel, il peut « prédire » une transformation de quantité en qualité (guerre, révolution, etc.) qui « n'a pas lieu » ; le pronostic cependant n'est réellement infirmé que si l'on peut prouver que l'évolution a changé de sens. Autrement, il s'agit d'une erreur de rythme et de limite, et non pas d'une réelle erreur d'analyse.

Isolant le pronostic fameux de Trotsky (1) de l'ensemble de l'analyse trotskyste, Shachtman et maintenant Lucien, etc. essayent de démontrer par là « la faillite » de la conception de l'Etat ouvrier dégénéré. En réalité, ils ne font que prouver n'avoir jamais compris le sens de ce pronostic. Il est absolument faux de prétendre que celui-ci était basé exclusivement sur « la supposition de l'existence en Russie d'une certaine instabilité des rapports sociaux, que l'épreuve de la guerre accentuerait infailliblement ». Jamais Trotsky n'a suivi les charlatans staliniens dans leurs élucubrations concernant des soi-disant « lois de développement de l'U.R.S.S., en vase clos, indépendamment du reste du monde ». Au contraire, Trotsky a toujours insisté sur le fait qu'en dernière analyse la victoire de la bureaucratie et son maintien au pouvoir en Russie étaient l'expression à la fois des défaillances de la révolution mondiale et de l'incapacité momentanée de l'impérialisme de renverser les restes des conquêtes d'Octobre. La guerre, selon lui, allait rompre définitivement cet équilibre instable. Une nouvelle montée révolutionnaire pousserait à une exacerbation de la guerre civile sur l'arène mondiale — avec comme reflet en U.R.S.S. une violente crise sociale — et en conduisant soit à la conquête du pouvoir par le prolétariat en de nombreux pays, soit à une victoire impérialiste totale, éliminerait le stalinisme, dans un cas à travers une régénérescence de la démocratie soviétique, dans l'autre à travers la restauration du capitalisme.

Ce pronostic a été fondamentalement confirmé par les événements. Nous avons assisté à une montée révolutionnaire mondiale, bien que d'un rythme beaucoup plus lent et beaucoup plus saccadé que nous l'avions espéré. L'exacerbation des contradictions de classes sur l'arène mondiale à travers la guerre s'est exprimée dans une violente crise économique, sociale et politique en U.R.S.S. Mais la montée révolutionnaire n'a conduit nulle part à la conquête du pouvoir par le prolétariat ; l'impérialisme de son côté n'a réussi nulle part à écraser le prolétariat dans une défaite décisive. C'est dans la mesure où provisoirement la lutte de classes mondiale n'a abouti qu'à un match nul, que la bureaucratie a su se maintenir au pouvoir. La pression mondiale du

(1) « La guerre amènera dans un cas comme dans l'autre la chute de Staline. »

prolétariat est suffisamment grande pour freiner pour le moment toute tentative d'intervention impérialiste armée en U.R.S.S. ; elle est trop peu puissante encore pour saper les bases du stalinisme et aider les masses ouvrières russes à se débarrasser de la dictature de la bureaucratie.

Le sort de l'U.R.S.S., non encore décidé, le sera sur l'arène mondiale de la lutte de classes. Avec la fin de la guerre nous sommes entrés dans une époque révolutionnaire entière qui durera une ou même plus d'une décennie. La conclusion de cette époque déterminera le sort de l'U.R.S.S. Une nouvelle défaite générale du prolétariat mondial, pareille à celle des années 1923-1933 — en premier lieu défaite pareille en Angleterre et aux Etats-Unis — entraînera fatalement la colonisation de la Russie par l'impérialisme américain. L'éclatement de la troisième guerre mondiale, dont cette colonisation constitue l'enjeu principal, reste fondamentalement subordonné à cet écrasement préalable du prolétariat et des peuples coloniaux. Pour cette raison, comme nous l'avons déjà indiqué plus haut en ce qui concerne le sort des pays du glaci, sans exclure la possibilité de coups de main militaires isolés, nous pensons que l'époque dans laquelle nous sommes entrés sera d'abord celle de la préparation morale et diplomatique de la guerre. L'offensive impérialiste restera sur le plan politique et diplomatique en usant à fond de tous les moyens de pression économiques. L'avant-garde révolutionnaire du prolétariat reçoit ainsi un nouveau délai, peut-être le dernier, pour grouper autour d'elle les couches les plus avancées de sa classe, pour se tremper dans une expérience politique faite maintenant d'intervention directe et active dans la lutte de classes, pour utiliser chaque occasion afin de pousser celle-ci à un stade plus élevé.

Essentiellement de la même nature que l'erreur des camarades « ultra-gauchistes » en ce qui concerne la « stabilisation » du pouvoir de la bureaucratie, est l'erreur opportuniste de ceux qui conçoivent sérieusement la possibilité d'un dépassement par l'U.R.S.S. du niveau productif de l'impérialisme américain.

Si l'U.R.S.S. sort de la guerre comme la première puissance militaire de l'Europe et de l'Asie, elle en sort économiquement affaiblie. Comme nous l'avons dit plus haut, les prévisions les plus optimistes espèrent qu'en 1948, l'industrie aura dépassé globalement le niveau de 1940, tandis que les chiffres du plan lui-même pour 1950 sont souvent inférieurs à ceux de 1940 en ce qui concerne l'agriculture. Par contre, l'appareil de production américain sort de la guerre avec une capacité doublée, et se trouvera en expansion supplémentaire durant les quelques années de boom d'après-guerre. C'est dire que même en incorporant d'avance à l'économie soviétique celle de tous les pays du

glaci — ce qui ne se réalisera que très peu probablement ! — l'écart entre la production industrielle des Etats-Unis et de l'U.R.S.S. est en 1946 bien plus grand qu'en 1940, et le sera en 1950 encore, tout en étant légèrement inférieur à celui de 1946. Loin de pouvoir « rattraper » la production américaine, la perspective la plus optimiste pour l'U.R.S.S. peut prévoir tout au plus de « rattraper » le nouveau décalage, résultant de la guerre. Sur le plan de la productivité du travail, ce nouveau décalage est d'autant plus accentué que la chute de la productivité du travail dépasse en Russie celle de la production en chiffres absolus.

Mais même ce raisonnement est encore trop superficiel. Il serait tout à coup vain de dresser deux courbes, celle de la production américaine passant du boom d'après-guerre à une dépression formidable, celle de la production russe montant progressivement d'après un taux d'accumulation calculé sur la base des quatre premiers plans quinquennaux. En réalité, les possibilités d'un développement progressif des forces productives par la bureaucratie, sur la base créée par la Révolution d'Octobre, sont strictement limitées et cela dans un sens économique et social. La bureaucratie a été seulement capable d'introduire dans un pays extrêmement arriéré les « éléments les plus importants de la technique capitaliste », travail consistant à emprunter, imiter, transplanter et greffer (Trotsky). Même dans ce stade, la gestion bureaucratique de l'économie a comporté un gaspillage énorme du produit social, donc a freiné relativement la croissance des forces productives. Mais à partir d'un stade déterminé, la bureaucratie de frein relatif se transforme en frein absolu au développement des forces productives. Un niveau plus haut de production exige à partir de ce stade une élévation du niveau culturel des masses et de la productivité du travail qui sont incompatibles d'une façon absolue avec le pillage du surproduit par la bureaucratie et son étouffement policier de l'initiative des masses. A partir de ce point, la gestion ouvrière de l'industrie devient une condition immédiate et absolue pour un nouveau développement des forces productives. Que ce point n'est ni « théorique » ni très éloigné était déjà clairement démontré par la chute rapide du taux d'accumulation après le deuxième plan quinquennal.

Sur le plan social, l'impossibilité d'un développement continu des forces productives sous une gestion bureaucratique est encore plus évidente : plus s'élèvera le niveau de production et plus s'accumuleront les privilèges de la bureaucratie, seule bénéficiaire du progrès accompli. Plus ces privilèges seront accrus, plus elle devra serrer la vis policière pour les défendre des masses et plus elle aura tendance à essayer leur stabilisation par le renversement des rapports de propriété d'Octobre. D'autre part, à mesure que se déroule ce processus, décline en même temps la possibilité de la bureaucratie de déve-